Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Hôpitaux, services publics de santé (France) > **Caen contre l'Hôstérité : "La lutte des hôpitaux et la manif du 23 ouvrent (...)**

Caen contre l'Hôstérité : "La lutte des hôpitaux et la manif du 23 ouvrent une perspective pour une convergence des luttes"

dimanche 5 octobre 2014, par [ANDRE Odile](#), [DAVOULT Wilfrid](#), [MOISAN Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2014).

Entretien. Odile André, infirmière, est membre de SUD Santé Sociaux et Wilfrid Davoult, infirmier, milite à la CGT Santé Action Sociale. Tous les deux sont investis dans la lutte emblématique de l'hôpital psychiatrique de Caen, à l'origine de la Convergence des luttes contre l'Hôstérité et de la manifestation du mardi 23 septembre à Paris. Nous les avons rencontrés à leur retour de cette manifestation.

Michel Moisan : La première réunion de la Convergence des hôpitaux en lutte s'est tenue à Caen. Ce n'est pas par hasard ?

Odile André : Non, ce n'est pas par hasard. À l'EPSM de Caen, nous sommes en lutte depuis 2013 contre un « plan de redressement », rebaptisé « plan de modernisation », visant notamment à enlever 5 RTT, soit 20 emplois. À un moment donné de cette lutte, début 2014, on s'est dit qu'il fallait sortir du « vase clos » de notre hôpital, puisque tous les hôpitaux sont soumis aux mêmes restrictions budgétaires, avec les mêmes conséquences sur les personnels. L'idée s'est imposée qu'il fallait construire une convergence des luttes, et c'est pour cela qu'on a appelé à une assemblée générale nationale le 4 avril à Caen.

Dans votre établissement, comment s'est passée cette résistance ?

Wilfrid Davoult : La première étape, cela a été la lettre du directeur qui annonce la suppression des jours de RTT et des postes. Ensuite, tout s'est enchaîné : AG avec participation record, création d'une intersyndicale. Lors de cette AG, a émergé l'exigence de faire le point sur la situation réelle de l'hôpital avant quelque plan que ce soit, d'expertiser le « déficit » que la direction met en avant pour justifier son plan. Mais, après plusieurs réunions syndicats-médecins-direction, la direction nous a ressorti un plan... encore pire.

Odile : C'est à ce moment, en décembre 2013, qu'en bloquant les instances, nous avons empêché une deuxième fois la direction de faire avaliser son plan.

La direction étant mise en échec à plusieurs reprises, elle a fait appel au juge administratif, mais avec quelle efficacité ?

Wilfrid : Elle a d'abord fait appel aux huissiers, puis à la police, qui est même rentrée dans l'établissement. Une première ! Ensuite, la direction nous a traînés devant le tribunal administratif,

au motif que nous empêchions la réunion des instances. Le juge a interdit tout rassemblement à proximité des lieux de réunion des instances et tout appel à entraver leur tenue ! Malgré cela, le personnel a empêché à nouveau leur réunion en juin ! Troisième échec de la direction. Ensuite, en septembre, c'est à l'Agence régionale de santé (ARS) que la direction a convoqué le Comité technique d'établissement (CTE), avec des policiers comme comité d'accueil (voir ci-dessous).

C'est cela qui a déclenché un mouvement de grève de dix jours ?

Odile : La grève a commencé le jour même de la convocation du CTE à l'ARS. Nous avons mis en place le filtrage des admissions pour durcir la lutte. Nous mettons en avant la demande du CHSCT d'une expertise externe du plan de la direction sur les conditions de travail et la santé des personnels.

Wilfrid : D'un côté, nous demandons à la direction de retirer son plan et de reprendre les discussions plus tard, et de l'autre nous cherchons des interlocuteurs, sachant que le président du Conseil de surveillance a démissionné, que le directeur campe sur ses positions et que du côté de l'ARS, c'est silence radio...

Pendant la grève, vous avez prononcé la destitution symbolique de la direction...

Wilfrid : Pendant toute la grève, les personnels en lutte ont géré l'établissement. Les entrées étaient gérées par le piquet de grève. Les assemblées générales étaient quotidiennes et les décisions ont toutes fait l'objet d'un vote. Le mardi 16 septembre, nouveau CTE à l'ARS, toute la direction est absente de l'établissement... L'hôpital était à nous, et le personnel a donc décidé de s'emparer des locaux de la direction. Le slogan du jour, « le service public, c'est nous » ! Dans les AG, sur le piquet de grève, on a discuté de ce qu'on fait de l'argent public, on dépasse les frontières de l'hôpital... Dans la lutte, les personnels ont la parole et se réapproprient le débat politique.

Revenons à la construction de la Convergence. Concrètement, comment se construit une coordination d'établissements en lutte ?

Odile : [Rires] On ne savait pas trop, on s'est lancé... C'est un pari, qu'on a gagné puisque la Convergence existe ! On a commencé par contacter les établissements en lutte. Très vite, on a créé une page Facebook qui a permis des échanges rendant compte de ce qui se passait ici et là. Au passage, il faut bien dire que la lutte des hôpitaux n'est pas très reprise dans la presse dominante. Nous avons eu un écho dans les médias lorsque nous avons mené des actions perturbant les jeux équestres mondiaux. D'où l'importance de la prise en charge de la circulation de l'information.

Vous avez bâti une structure permanente ?

Odile : Lors de la première assemblée générale à Caen, les 47 hôpitaux présents voulaient rester en liaison. La deuxième, à Nanterre, a appelé à une manifestation nationale à Caen pour marquer sa solidarité avec les équipes syndicales de l'EPSM attaquées par la direction devant le juge administratif. À l'issue de cette manifestation très dynamique, qui a réuni 600 personnes en pleine grève des cheminots, une troisième assemblée générale s'est tenue, et un comité de liaison a été mis en place pour préparer les initiatives suivantes, dont la manifestation du 23 septembre. À l'occasion de cette journée de mobilisation en juin, nous avons tenté de rassembler les hospitaliers, les cheminots en grève et les intermittents du spectacle.

Après la manifestation du 23 septembre, comment voyez-vous la suite, quelles décisions a prise l'assemblée générale qui a suivi la manifestation ?

Wilfrid : Cette manifestation a été un succès avec trois fois plus de manifestants qu'en juin à Caen.

Nous avons été reçus au ministère qui nous a renvoyés à nos directions locales, alors que le budget des hôpitaux dépend bien sûr de choix nationaux ! Les décisions de l'AG qui a suivi, où étaient représentés plus de 80 hôpitaux, sont d'étendre la Convergence, de l'ancrer dans les régions. Il est proposé une action forte vers la Fédération hospitalière de France, notre Medef à nous ; une participation au 16 octobre appelé par la confédération CGT, pour la défense de la santé et de la Sécurité sociale ; puis une nouvelle manif à l'appel de la Convergence. Enfin, la Convergence écrira un texte à destination de la population, avec les associations d'usagers des services de soins.

Odile : Il faut préciser que le 16 octobre est appelé par la CGT, sans discussion avec les autres syndicats, et que cela engendre des réticences pour en être partie prenante. La participation au 16 sera celle de la Convergence en tant que telle.

À votre avis, quel écho a votre lutte dans d'autres secteurs ?

Wilfrid : Pour l'extérieur de l'EPSM, notre lutte peut être perçue comme une sorte de « modèle ». Comment résister et construire un rapport de forces ? Nous, on essaye, même si la « contamination » interprofessionnelle est compliquée...

Odile : Ce qui est fait à Caen est reproduit dans d'autres hôpitaux. Avec le Pacte de responsabilité, chacun a intérêt à se battre « tous ensemble ». La lutte des hôpitaux et la manif du 23 ouvrent une perspective pour une convergence des luttes contre les politiques d'austérité imposées par ce gouvernement comme par le précédent.

Propos recueillis par Michel Moisan

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 258 (02/10/2014). <http://www.npa2009.org/>

EPSM de Caen (14) : « C'est nous qui dirigeons l'établissement » !

Les salariéEs de l'hôpital psychiatrique de Caen s'affrontent à un directeur plus hargneux que jamais.

Ne parvenant pas à réunir dans l'établissement les instances pour faire valider son plan de « modernisation » (suppression de RTT et de 50 postes, etc.), le directeur a convoqué le 9 septembre un Comité technique d'établissement à l'extérieur (CTE), en « terrain ami », à l'Agence régionale de santé (ARS). Hélas, le CTE n'a pas pu se tenir là non plus !

Ulcérés par le mépris du directeur, les hospitalierEs se sont mis en grève ce jour là et ont organisé un filtrage des admissions avec piquet de grève. Au fil des jours, le mouvement s'est renforcé. Les AG, où toutes les décisions sont prises, sont massives, et les syndicats CGT et SUD de l'établissement mettent tous leurs moyens dans l'organisation de la grève.

Provocation et réplique

Le 16 septembre, le directeur convoque une nouvelle fois le CTE dans une ARS transformée en bunker, avec un imposant déploiement policier. Mais, écartant un possible affrontement, les grévistes ont décidé de rester dans leur établissement, d'occuper les bureaux de la direction,

proclamant sa destitution : « Avant c'était eux, maintenant c'est nous qui dirigeons l'établissement » annoncent les syndicats CGT et SUD. Et *Ouest France* de titrer : « EPSM de Caen : "Coup d'État" du personnel » ! Une infirmière gréviste est désignée directrice des soins, et la nouvelle direction prend plusieurs mesures : RTT remise en place, demande de postes supplémentaires, de titularisations...

Réplique pitoyable de la direction, l'appel à la justice, avec un référé devant le juge administratif au motif que les admissions seraient bloquées et le bon fonctionnement du service public entravé... Le juge a rendu immédiatement un verdict qui interdit certaines actions sous peine d'amende, mais a débouté le directeur sur sa demande d'interdire aux syndicats d'agir contre son plan, au motif qu'accéder à cette demande reviendrait à priver les syndicats de leurs droits.

Au final, un jugement qui n'entame en rien la détermination ni des syndicats soutenant la lutte ni des personnels.

Correspondant

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 257 (25/09/2014). <http://www.npa2009.org/>